

### Effets de la crise et comportement de la Chine : orientation incertaine des marchés agricoles en 2012

*Les prévisions économiques des principaux organismes de conjoncture font état d'une possible récession dans les économies avancées, d'un ralentissement sérieux dans les pays émergents, et plus globalement d'une contraction du PIB à l'échelle mondiale. Ces perspectives peuvent inquiéter dans la mesure où, au plus fort de la crise de 2008/2009, les prix des matières premières agricoles et non agricoles s'étaient effondrés. Les replis constatés ces derniers mois sur les productions agricoles ainsi que sur les métaux et le pétrole reproduisent-ils à l'identique l'effondrement de 2009 ? L'incertitude actuelle est indissociable du poids de la Chine dans les importations mondiales de produits agricoles.*

**Contacts : Viviane PONS  
Thierry POUCH**

L'histoire se répèterait-elle ? On se souvient que, dans le sillage de la forte poussée des prix des matières premières agricoles en 2007 et 2008 – les autres produits à usage industriel et le pétrole avaient également enregistré une hausse continue depuis le milieu des années 2000 –, un effondrement avait surgi, conséquence directe de la crise économique et des récessions simultanées enregistrées par les économies avancées. De telles récessions débouchèrent sur une contraction prononcée des flux commerciaux de marchandises, laquelle provoqua une chute significative de l'ensemble des prix mondiaux de matières premières. On sait d'ailleurs ce qu'il en advint pour le revenu des agriculteurs.

Les marchés agricoles ont donc connu dans un court laps de temps deux cycles très spectaculaires, l'un ayant été une forte montée des prix, l'autre un effondrement de ces mêmes prix<sup>1</sup>. On peut retrouver ces deux phases dans l'indice des prix alimentaires que calcule désormais régulièrement la FAO (graphique 1). Le pic de février 2011 va-t-il se décomposer comme le fit celui de 2008 ? Par rapport à ce pic, l'indice a perdu près de 10%. En déclinant l'évolution récente des prix agricoles, on remarque en effet que certains prix se sont repliés, sans pour autant atteindre les abysses de 2009.

Comment dès lors expliquer que les cours mondiaux des principaux produits agricoles se

maintiennent à des niveaux encore élevés, malgré les prévisions économiques pessimistes ?

### La crise va-t-elle conduire à un nouvel effondrement des prix agricoles ?

On sait que la crise de 2008/2009 avait conduit à un effondrement des demandes intérieures et des échanges mondiaux de marchandises. Même les pays émergents, pourtant globalement épargnés par les récessions, avaient connu une phase de ralentissement économique ayant contribué à la contraction d'ensemble du commerce mondial. Dans la mesure où l'offre et les stocks mondiaux de produits agricoles s'étaient redressés, un déséquilibre en avait résulté, au point d'engendrer une forte décélération des prix agricoles. De plus, anticipant une dégradation de la rentabilité de leurs placements sur des valeurs agricoles, les acteurs financiers non commerciaux dénouèrent leurs positions sur les marchés dérivés.

Qu'en est-il aujourd'hui ? La fin de l'année 2011 se distingue par une révision générale à la baisse des prévisions en matière de croissance économique. Les principaux organismes de prévisions – OCDE et FMI notamment – indiquent en effet que la zone euro, entrera en récession au premier semestre 2012, les États-Unis pouvant quant à eux être épargnés. Il n'est par ailleurs pas exclu que les économies émergentes connaissent également un sérieux ralentissement, la Chine constituant une variable déterminante dans la mesure où elle forme l'un des grands pôles d'importations de produits agricoles dans le monde, importations destinées notamment à l'alimentation pour le bétail.

**Assemblée Permanente des  
Chambres d'agriculture**

9 avenue George V  
75008 Paris  
Tél : 01 53 57 10 10  
Fax : 01 53 57 10 05  
Email : [accueil@apca.chambagri.fr](mailto:accueil@apca.chambagri.fr)

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
Etablissement public  
Siret 180070047 00014

[www.chambres-agriculture.fr](http://www.chambres-agriculture.fr)

Avec la participation financière  
du CasDAR

La croissance de l'économie chinoise resterait toutefois encore élevée en 2012, se fixant aux alentours de 8%. En revanche, l'économie du Brésil connaît déjà un sérieux ralentissement, puisque le taux de croissance est passé de 7,5% en 2010 à moins de 3% en 2011. Affectée par les répercussions de la crise mondiale, la chute de la croissance brésilienne s'explique également par la faiblesse du taux d'investissement national. En se contractant, l'économie brésilienne forme un maillon supplémentaire dans l'affaiblissement du rythme de la croissance et des échanges commerciaux dans le monde.

**Graphique 1**



Pour la zone euro, c'est bien la crise des dettes souveraines qui serait à l'origine de la contraction de l'activité, en raison de l'adoption des plans successifs de rigueur qui oblitèrent la demande, y compris de biens alimentaires. La mesure du choc que représenterait un nouvel épisode de récession en zone euro – les risques de propagation qu'il renferme sur l'économie mondiale étant élevés – sur le profil des prix est pour l'heure difficile à établir. Mais au regard de ce qui se passe sur les marchés du coton et du cacao – sans parler de l'évolution du marché des matières premières à usage industriel comme le cuivre – on ne peut écarter le risque d'une duplication de l'effondrement des cours de 2009.

Tout dépendra, comme on va le voir ci-après, des volumes de production, de l'état des stocks, et de l'évolution de la demande mondiale, notamment celle émanant de la Chine. Il s'ensuit que, pour l'année 2012, les marchés agricoles peuvent subir le contre-coup de la dégradation de la conjoncture économique, à moins que la demande mondiale se maintienne sur la trajectoire des douze derniers mois. Dans l'hypothèse où l'économie chinoise enregistrerait en 2012 un taux de croissance de son PIB compris entre 8 et 10%, signifiant qu'elle aurait largement de quoi entretenir ses importations de matières premières agricoles.

L'orientation des marchés agricoles va donc bien être en partie déterminée par la robustesse de la Chine. La volatilité des prix devrait être aussi au rendez-vous, mais une volatilité s'exerçant sur des niveaux de prix assez élevés.

C'est probablement ici qu'interviendra le rôle des opérateurs non commerciaux sur les marchés à terme. En conservant l'hypothèse d'un maintien relatif de la demande mondiale, il apparaît que les principaux acteurs financiers continueront à prendre des positions non commerciales sur les matières premières agricoles, le différentiel de rentabilité de ces dernières avec les actions et obligations étant encore largement favorable aux biens agricoles. Si en revanche les marchés des produits agricoles se retournent avec les effets de la crise, la fuite des investisseurs vers d'autres placements serait alors accélérée, chaque acteur estimant que l'opinion générale régnant sur ces marchés anticipe une baisse durable des prix des matières premières agricoles.

Outre la crise économique et financière actuelle, il apparaît qu'un autre facteur revêt désormais une importance non négligeable depuis quelques mois. Il s'agit de l'impact qu'ont eu et qu'auront les « révolutions arabes », en particulier sur les marchés céréaliers. Au regard de leur démographie, de leurs conditions climatiques, ces pays sont en effet de gros importateurs de produits agricoles, à commencer par les céréales.

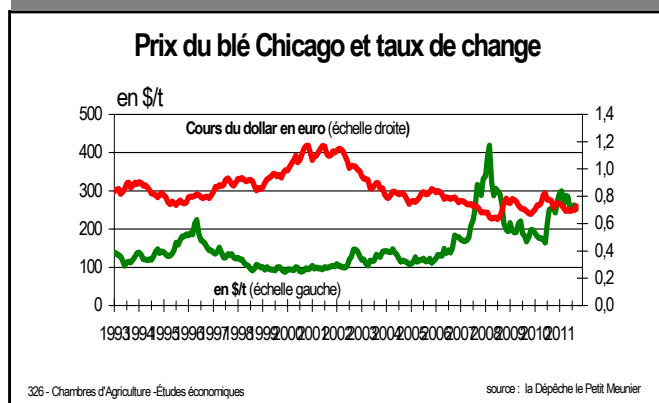
Jusqu'aux événements politiques du printemps, les importations totales de blé des pays d'Afrique du Nord (Maroc, Tunisie, Libye, Algérie et Egypte), représentaient selon les années entre un sixième et un cinquième des importations mondiales de cette denrée, ce qui équivaudrait à environ 6% de la consommation mondiale de blé. Il est par conséquent légitime de se demander si, au regard des crises politiques que connaissent ces pays arabes, et de la désorganisation des circuits économiques et de commercialisation qui en découle, les importations ne sont déjà pas en recul depuis quelques mois, ne serait-ce que de façon transitoire, le temps que les nouveaux gouvernements soient consolidés ?

Seule l'Algérie semble avoir maintenu ses importations de farine, et il s'agit d'une économie encore à l'abri des soubresauts politiques. Le repli du cours du blé pourrait constituer de ce point de vue un moyen de desserrer la contrainte du coût des importations algériennes de blé. Avec l'envolée du prix des céréales au premier semestre 2011, l'Algérie a dû régler plus de 2 milliards de dollars, soit deux fois plus qu'en 2009, année où le prix des céréales à Chicago avaient enregistré une chute significative.

Au total, l'horizon économique des producteurs agricoles n'est pas très dégagé. Il risque même de s'obscurcir davantage si l'on ajoute à ce panorama l'évolution à court terme de la parité €/\$.

Dès lors que le dollar se déprécie face à l'euro, le prix du blé exprimé en dollar augmente mais baisse en euro (graphique 2).

Graphique 2



### Quelle fiabilité des fondamentaux du marché ?

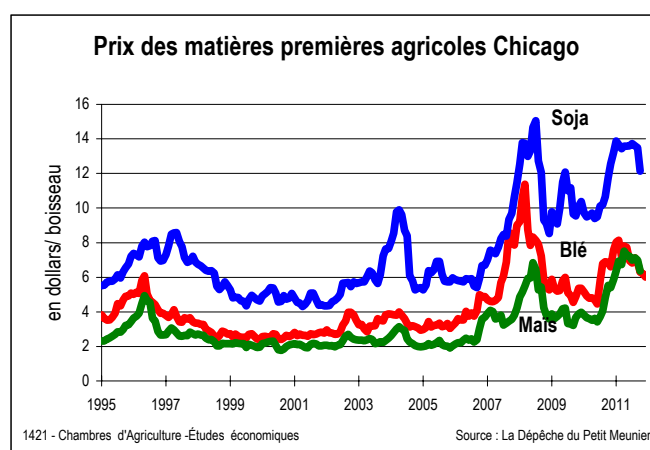
Les prix élevés des céréales ont été un signal fort pour la production et les agriculteurs y ont répondu. L'indice de prix des céréales et des oléagineux GOI (Grains and Oilseeds Index) calculé par le CIC, est à son plus bas niveau depuis un an (graphique 3). Outre le contexte économique et les facteurs évoqués ci-dessus, ce repli est également à mettre en lien avec les fondamentaux du marché. Le dernier rapport trimestriel de la FAO indique que la production mondiale de céréales a atteint un niveau record avec 2,32 milliards de tonnes, en hausse de +3,5% par rapport à 2010. La récolte de blé pour la campagne 2011/2012 devrait être abondante avec un retour à la normale, c'est-à-dire un retour sur les marchés à l'exportation, de la production dans les pays de la CEI. Avec 683 Mt prévus au niveau mondial, il s'agit de la deuxième récolte de blé la plus importante de l'histoire. Malgré la hausse de la consommation, les stocks se reconstituent et sont à leur plus haut niveau depuis dix ans, 200 Mt selon les données du CIC (Conseil International des Céréales). Les récoltes abondantes en Ukraine et en Amérique du Sud pour le blé apportent un surcroît de concurrence, et contribue également à la baisse des prix. Entre janvier et novembre 2011, le cours du blé à Chicago a chuté de 30%.

Pour le maïs en revanche, les stocks de clôture 2011/2012 devraient reculer à leur plus bas niveau depuis cinq ans malgré une production record de 853 Mt. Le ratio stock sur consommation reste très étroit, soit 14 % au niveau mondial et à seulement 6 % aux États-Unis. Les stocks de maïs sont inférieurs à ceux de 2008/2009. La production chinoise de maïs est toutefois supérieure aux estimations antérieures, ce qui occasionnerait une détente sur le marché mondiale. Le prix du maïs pourrait se situer au alentours de 6-8 \$/boisseau.

En tant que céréale du monde de l'Asie, le riz est un indicateur précieux de la situation mondiale. Pour la campagne 2011/2012, la production devrait à nouveau progresser (+2 % par rapport à 2010/2011) et les stocks augmentent pour la cinquième année

consécutives selon les données de l'USDA. Depuis la campagne 2005/2006, la production mondiale de riz reste supérieure à la consommation. Pourquoi dès lors le cours riz est-il encore très élevé (graphique 4)? La politique des prix internes en Thaïlande, le premier exportateur mondial, ainsi que les inondations qui ont touché ce pays, ont entraîné les prix à la hausse. À l'automne, l'indice de prix mondiaux OSIRIZ a atteint les records de début 2010. Les prix ont reculé en novembre (sauf en Thaïlande) en lien avec une production mondiale en progression et des stocks mondiaux à leur plus haut niveau depuis une décennie. Le riz est une céréale dont la majeure partie est auto-consommée, les échanges ne représentent qu'environ 7 % de la production, et le commerce mondial devrait encore se contracter en 2012 du fait d'une réduction des importations par l'Extrême-Orient, notamment le Bangladesh et l'Indonésie selon le CIC.

Graphique 3

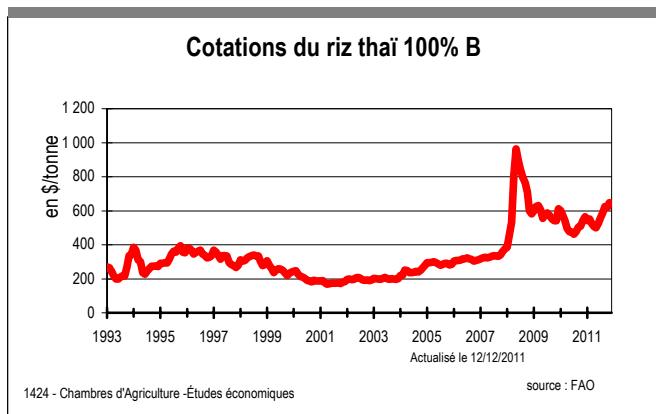


Les cours du soja américain sont au plus bas depuis octobre 2010 mais restent supérieurs aux cotations des années antérieures à 2010. Toutefois, la production mondiale de soja en 2011/12 est estimée à 258,5 millions (source CIC), en repli de 3 % par rapport à l'an dernier, à cause d'une récolte modeste aux États-Unis selon le CIC. L'Argentine, le Brésil et les États-Unis représentent à eux seuls les 9/10<sup>èmes</sup> des exportations mondiales de graines de soja et les 8/10<sup>èmes</sup> de celles d'huile de soja. Ces trois pays ont adopté une politique de promotion du bio-diesel qui a fait progresser la demande intérieure. Par ailleurs, les évolutions de prix du soja sont également influencées par la demande des pays émergents et notamment des importations chinoises. En effet, la part de la Chine dans les importations mondiales d'oléagineux est importante (source USDA) :

- 60 % pour la graine de soja,
- 23 % pour l'huile de colza,
- 19 % pour l'huile d'arachide,
- 17 % pour l'huile de palme,
- 17 % pour l'huile soja.

Pour les céréales, la Chine n'exporte plus de maïs depuis 2008, et en importe même désormais une petite partie (graphique 5). Elle a également réduit sa dépendance aux importations d'huile de soja, puisqu'elles ne représentent plus que 10 % de la consommation, contre 30 % quatre ans plus tôt. En revanche, les tourteaux sont peu importés, tandis que les importations de graines de soja continuent de progresser très fortement. Le positionnement de la Chine sur le marché de la graine oléagineuse, mais aussi, depuis quelques mois, du maïs, illustrent que ce pays devrait être un acteur clé des marchés mondiaux durant l'année 2012, voire au-delà.

Graphique 4



Le reflux relatif des cours des matières premières agricoles est-il vérifiable pour l'ensemble des matières premières, et notamment celles à usage industriel ? Il faut s'arrêter rapidement sur ce point dans la mesure où des pays émergents comme la Chine, toujours en pleine industrialisation, ont des besoins importants et sont donc des acheteurs de premier plan sur les marchés mondiaux de matières premières à usage industriel.

Le rôle de la Chine ne peut donc pas être occulté. En effet, la Chine, premier consommateur mondial de grands métaux non ferreux<sup>2</sup>, représente 40 % de la consommation mondiale. Ses importations ont fortement progressé au cours des années 2000, participant ainsi à la hausse des prix. Entre 2003 et 2006, les prix de la plupart des grands métaux non ferreux ont connu une forte augmentation. Depuis, les marchés connaissent une grande volatilité.

Le second semestre 2008 a été marqué par la chute des cours des métaux sur le LME (*London Metal Exchange*), qui sont retombés à des niveaux de 2004 en dollar courant. Avec le ralentissement de l'activité économique en 2010, les prix ont subi un réajustement à la baisse mais restent élevés, proche des niveaux de 2006<sup>3</sup>.

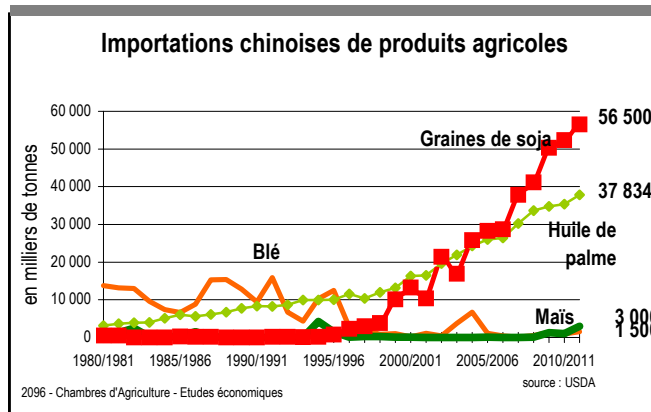
Pour le cuivre, l'un des produits phares des marchés des métaux non ferreux, le prix, après quelques semaines d'hésitation, a renoué avec la hausse en décembre.

Il est repassé au-dessus des 7 800\$ la tonne, prenant presque 10% en une seule semaine (au pire de la crise de 2008/2009, la tonne de cuivre s'échangeait à 4 000 \$).

Il demeure que le cours du cuivre se distingue depuis 2005 par une forte volatilité. Que la demande chinoise et sa politique de stockage exercent un impact significatif sur la formation du prix ne peuvent être contestées, mais il faut insister sur le fait que l'intervention concertée des six grandes Banques centrales en décembre dernier pour secourir les banques de la zone euro via une baisse des taux directeurs a eu comme conséquence de faire repartir à la hausse les prix des matières premières en raison du surcroît de liquidités que devrait occasionner l'action des Banques centrales.

L'incertitude qui plane sur les marchés agricoles et non agricoles semble pour le moins radicale. Elle a des répercussions sur le problème de l'approvisionnement en nourriture d'un certain nombre de pays encore déficitaires (Corne de l'Afrique, Afrique de l'Ouest, région Proche-Orient), et dont le degré d'insécurité alimentaire demeure encore élevé. Car ce n'est pas parce que les prix des céréales baissent et que les volumes offerts se sont rétablis, que s'effacent pour autant les difficultés à s'approvisionner. Pour des raisons liées à la démographie, au climat, mais aussi aux mutations politiques en cours, ces pays doivent importer encore plus massivement. L'année 2012 s'annonce bien incertaine.

Graphique 5



**Prévisions 2012 de la Rabobank**

Selon la Rabobank, les prix des matières premières devrait diminuer, sans pour autant descendre aux niveaux de 2008/2009 compte tenu des stocks relativement limités. Les prévisions sont d'autant plus risquées que le marché dépend davantage de l'offre des pays non traditionnellement exportateurs. Par exemple, la part des Etats-Unis dans les exportations mondiales de maïs est passé de 75 % en moyenne entre 1972 et 1990 à moins de 50 % en 2011. Or l'offre des pays non traditionnellement exportateurs est généralement moins sûre en terme de logistique, de sécurité politique ou de conditions météorologiques.

1 On peut se reporter à M. Aglietta et C. Emlinger [2011], « Les prix agricoles », in CEPII (éd.), L'économie mondiale 2012, éditions La Découverte, coll. « Repères », p. 89- 103.  
 2 Aluminium, cuivre, étain, nickel, plomb et zinc  
 3 Le cas de l'or est particulier, malgré des variations de cours terme à la baisse, la tendance est haussière depuis 2002 compte tenu de sa valeur refuge.